

Les Mondes du Travail

Semestriel • numéro 31 • juin 2024

Dossier

HOUSTON EXPRESS

HAMBURG

Le futur du travail critiques et enjeux

coordination par Marie-Anne Dujarier et Olivier Frayssé

Projet éditorial

Dans un monde en plein bouleversement, la centralité du travail est à la fois incontestable et, bien souvent, hautement problématique. S'il est toujours à dominante salariée, le travail se pluralise au travers des processus d'éclatement du statut de l'emploi, de l'émergence de figures se situant à la lisière du salariat tout comme par effet d'extension du chômage et de la précarité. La division sociale du travail s'entrecroise avec une division sexuelle du travail dont l'écho résonne autant dans l'espace privé que public. Polarisées socialement, les relations de travail ne sauraient être abordées sans prendre en compte l'action collective et les relations professionnelles tout comme l'action publique ou celle des entreprises. C'est pourquoi « Les Mondes du Travail » souhaitent contribuer au décloisonnement des problématiques de recherche sur le travail, l'emploi et les relations professionnelles.

Les Mondes du Travail est une revue éditée par l'association du même nom. Elle développe une orientation critique à l'égard des réalités contemporaines du travail, en lien avec le hors-travail et la structuration sociale en général.

Les Mondes du Travail est une revue interdisciplinaire et s'adresse autant au monde de la recherche et de l'enseignement qu'à celui des acteurs sociaux.

Comité de rédaction

Stephen Bouquin, Pascal Depoorter, Marc Lorient

Conseil scientifique :

Christian Azais (économiste), Alain Bihr (sociologue), Paul Bouffartigue (sociologue), Patrick Cingolani (sociologue), Antonella Corsani (sociologue, économiste), Marie-Anne Dujarier (sociologue), Marc Fourdrignier (sociologue), Odile Henry (politiste), Hélène Hirata (sociologue), Michel Lallemant (sociologue), Alain Maillard (sociologue), Esteban Martinez-Garcia (sociologue), Daniel Mercure (sociologue), Françoise Piotet (sociologue), Emmanuel Quenson (sociologue-Garcia), Jens Thoemmes (sociologue), Georges Ubbiali (sociologue), Karel Yon (sociologue).

Correspondants :

Mateo Alaluf (Université Libre de Bruxelles), Michael Burawoy (sociologue, Etats-Unis), Juan Montes Cato (Université de Buenos Aires, Argentine), Vassil Kirov (Université de Sofia, Bulgarie), Michele La Rosa (Université de Bologne, Italie), Salvo Leonardi (FGV, Rome, Italie), Pablo Lopez Calle (Université de Madrid, Espagne), Esteban Martinez (Université Libre de Bruxelles, Belgique), Daniel Mercure (Université de Laval, Québec), Sian Moore (Greenwich University Royaume-Uni), Kirsty Newsome (Sheffield University, Royaume-Uni), Andres Pedreno (Université de Murcia, Espagne), Georgia Petraki (Université d'Athènes-Pantheon, Grèce), Jean Vandewattyne (Université Mons-Hainaut, Belgique).

Directeur de publication :

Stephen Bouquin

info@lesmondesdutravail.net // www.lesmondesdutravail.net

Siège social : Les Mondes du Travail – 113, Rue de l'Etoile – 80 000 Amiens

SOMMAIRE N°31 (JUIN 2024)

grand entretien

« L'histoire de la prévision du futur du travail est, pour l'essentiel, l'histoire d'experts qui se sont trompés de manière spectaculaire...»

Grand entretien avec Ursula Huws réalisé par Olivier Frayssé 3

2 dossier

Introduction au dossier

Marie-Anne Dujarier; Olivier Frayssé 19

Les discours (des) dominants sur le « Futur du travail » : mimétisme, conservatisme et impensés

Marie-Anne Dujarier 33

Retour vers le « Future of Work » : un débat mondial toujours plus déconnecté des réalités du Sud global

Cédric Leterme 49

Les fictions utopiques et dystopiques comme discours sur l'avenir du travail

Olivier Frayssé 65

« Ils n'ont pas introduit les machines pour augmenter les profits, ils l'ont fait pour nous virer » Code 8, les superhéroïne-s et l'avenir du travail

Daniel Koechlin 81

Le discours sur le « futur du travail » comme dispositif managérial

Le cas d'une grande entreprise tertiaire

Scarlett Salman 99

Le « Future of Work », une ressource discursive stratégique pour les nouveaux intermédiaires du travail

Yannick Fondeur 115

Automatisation de façade et travail invisibilisé en arrière-boutique: des discours sur le futur du travail aux dynamiques numériques dans les entrepôts logistiques

Mathieu Hocquelet 131

Discours sur l'avenir du travail dans le secteur de la santé au Royaume-Uni

Louise Dalingwater 145

3 varia

Écrire contre l'empire d'Amazon : science-fiction, storytelling d'entreprise et la dignité de la parole des travailleurs

Max Haiven, Graeme Webb, Xenia Benivolski et Sarah Olutola 162

4 contrechamp

Que sait-on du travail ? Beaucoup trop ! Voire pas grand-chose ...

Stéphén Bouquin 187

Au-delà de la coercition, du consentement et du conflit dans le *process* de travail

Sarah Nies 215

De la coercition au consentement dans la théorie du *process* de travail

Paul Thompson 223

Notes à propos de l'exploitation illimitée dans les *process* de travail capitalistes

Heide Gerstenberger 229

5 notes de lecture

Sophie Bernard (2023), *UberUsés : Le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, PUF, 301p.

(Rachid Bouchareb)

Franck Fischbach, Anne Merker, Pierre-Marie Morel et Emmanuel Renault (s. dir.) (2022), *Histoire philosophique du travail*, Paris, Vrin (« Histoire de la philosophie »), 408p.

Franck Fischbach et Emmanuel Renault (textes réunis et introduits par) (2022), *Philosophie du travail. Activité, technicité, normativité*, Paris, Vrin (« Textes clés »), 372p.

(Étienne Bourel)

grand entretien

« L'histoire de la prévision du futur du travail est, pour l'essentiel, l'histoire d'experts qui se sont trompés de manière spectaculaire... »

Grand entretien avec Ursula Huws, réalisé par Olivier Frayssé

Ursula Huws, dont les travaux ont été traduits dans des dizaines de langues, est ce que l'on pourrait appeler une « grande dame de la recherche sur le travail ». Elle l'est d'abord dans le sens littéral du terme, puisqu'elle a passé l'essentiel de sa vie à chercher du travail, comme travailleuse précaire, dans une grande variété de domaines, en commençant par les arts plastiques, qui sont sa première vocation, puis le journalisme, la documentation, l'édition, la recherche appliquée pour le mouvement syndical, des collectivités locales et bien d'autres sources de revenu encore, enchaînant les contrats courts, les emplois à temps partiel et les jobs de « consultante ». C'est en marge des institutions universitaires qu'elle mène ses recherches et publie, ne pouvant accepter qu'une petite partie des invitations des universités qui la sollicitent pour des postes de professeure invitée. Son ouvrage pionnier, en 2003, *The Making of a Cybertariat: Virtual Work in a Real World* (Monthly Review Press) fait sensation. Reconnue par des politistes comme le canadien Colin Leys, des philosophes comme l'indien Krishna Kumar, des sociologues du travail comme le brésilien Ricardo Antunes, qui utilisent ses découvertes conceptuelles, elle se définit comme spécialiste d'économie politique. Celle qui inventa le terme télétravail (teleworking) en 1982, se voit enfin accorder un doctorat sur travaux en 2009 en « sciences sociales appliquées » par London Metropolitan University. Elle occupe alors plusieurs postes temporaires dans des universités britanniques, européennes et canadiennes jusqu'à sa nomination à Hertfordshire University, où elle a été titulaire pendant dix ans du poste de Professor of Labour and Globalisation.

1. L'entretien s'est déroulé en anglais, traduction a été réalisée par Olivier Frayssé

2. Voir le site de *Work Organisation, Labour and Globalization* (WOLG)
DOI: [10.14293/S2199-1006.1.SOR-ECON.CLDI5IC.v1](https://doi.org/10.14293/S2199-1006.1.SOR-ECON.CLDI5IC.v1)

Print ISSN: 1745-641X /
e-ISSN: 1745-6428

“To understand, a man has to stand under”, écrivait Frederick Douglass, l’esclave évadé devenu dirigeant de la cause émancipatrice aux États-Unis. Pour comprendre, il faut avoir vécu, et en particulier avoir vécu et lutté contre une situation de subordination. Pour avoir vécu la précarité, la discrimination contre les femmes, l’exploitation particulièrement visible dans les métiers de la création dans lesquels le travailleur est inmanquablement amené à comparer le prix auquel se vend le fruit de ses travaux au montant de sa rémunération, Ursula Huws est singulièrement bien placée pour en parler. Encore faut-il pouvoir conceptualiser. Cette conceptualisation est indissociable de sa pratique militante. Là encore, elle a fait œuvre de pionnière, participant à la création d’organisations novatrices : le Trade Union and Community Research and Information Centre, à Leeds en 1976, associant recherche, syndicalisme et tissu associatif local, l’organisation Women Working Worldwide, faisant le lien entre Nord et Sud dans l’industrie textile dès les années 1980, le National Group on Homeworking qui s’intéresse à la défense de toutes les travailleuses à domicile de par le monde en 1984. C’est donc à partir d’une longue expérience réflexive au sein du mouvement ouvrier syndical et politique et des mouvements féministes qu’Ursula Huws a su aborder les défis que posent aux travailleurs les bouleversements liés à la mondialisation et aux technologies de l’information et de la communication, dans de nombreuses publications personnelles et aussi impulser des travaux grâce à la création d’une revue, *Work Organisation, Labour & Globalisation*, et à la direction d’une Action européenne COST, “The Dynamics of Virtual Work”, dont la copieuse production d’ouvrages chez Palgrave MacMillan qui en est résultée illustre la fécondité.

Ursula Huws a prononcé une allocution keynote au colloque international et interdisciplinaire « Future of Work : enquêtes sur les discours et pratiques sociales » organisé les 25 et 26 novembre 2021 par l’UPEC par Donna Kesselman (Professeure de civilisation américaine de la faculté LLSH à l’université Paris-Est Créteil et membre d’IMAGER), Corinne Nativel (Maîtresse de conférences à la faculté LLSH à l’université Paris-Est Créteil et membre d’IMAGER), Jean-Claude Barbier (Directeur de recherche émérite, Université Panthéon-Sorbonne), Sébastien Broca (Université Paris 8, CÉMTI), Marie-Anne Dujarier (Université de Paris, LCSP) et Olivier Frayssé, Professeur de civilisation américaine émérite, Université Paris Sorbonne

Olivier Frayssé – Depuis plus de quarante ans, vous étudiez les mutations du travail et les conséquences sociales de ces changements. Ce faisant, vous avez rencontré à plusieurs reprises des discours sur l’avenir du travail, essentiellement des prévisions sur l’avenir de l’emploi fondées sur l’impact supposé des nouvelles technologies. Dans l’une de vos dernières publications, *Labour in Contemporary Capitalism : What next?* (Palgrave Macmillan, 2019), vous avez abordé ces discours. Quels enseignements avez-vous tirés du corpus de discours que vous avez étudié ?

Ursula Huws – L’histoire de la prévision de l’évolution du travail et de l’emploi est, pour l’essentiel, une histoire d’experts qui se sont trompés de manière spectaculaire. Bien qu’on puisse parfois les soupçonner d’arrogance – peut-être par désir d’autopromotion –, dans l’ensemble, les auteurs qui se sont ainsi trompés ne sont pas à blâmer pour ces erreurs. Les raisons de leur échec sont multiples, mais il peut être instructif de les comprendre pour éviter de les répéter à l’avenir. La principale limite vient de la manière même dont les prévisions sont construites.

En premier lieu, les prévisions reposent souvent sur l'hypothèse que les tendances sont linéaires. En fait, certains changements annoncés ne se produisent pas, et d'autres sont adoptés beaucoup plus largement que prévu. En 1985, la société de téléphonie mobile Vodafone a prédit que le marché des téléphones mobiles atteindrait à l'avenir un million d'unités. Et, de fait, en 1995, dix ans plus tard, seulement 7 % de la population britannique en possédait un ; mais en 1998, la proportion était d'environ 25 % et en 1999, de 46 %, ce qui a représenté un « point de bascule ». Cette année-là, un téléphone mobile a été vendu au Royaume-Uni toutes les quatre secondes et, en 2004, il y avait plus de téléphones mobiles que d'habitants au Royaume-Uni. Extrapoler à partir des tendances existantes est susceptible de produire des prévisions inexactes, même en utilisant des techniques de modélisation sophistiquées qui supposent que l'adoption d'un produit se fera selon une « courbe en S ». Parfois, les prévisions sont influencées par les espoirs ou les craintes du prévisionniste. Par exemple, au milieu du XX^{ème} siècle, on pensait généralement que la pratique religieuse était en train de disparaître, une perspective accueillie avec enthousiasme par les militants laïques et avec inquiétude par ceux qui pensaient que cela annonçait la destruction des fondements moraux de la société. Aucun des deux groupes n'a anticipé la renaissance des fondamentalismes religieux qui a eu lieu dans le dernier quart du siècle. Cependant, il est possible que les deux groupes aient contribué indirectement à cette renaissance par un processus qui nous amène à la deuxième raison pour laquelle les prévisionnistes se trompent si souvent.

C'est le phénomène que les philosophes appellent « dialectique », la manière dont les actions provoquent des réactions, lesquelles à leur tour provoquent des contre-réactions. Le comportement social fournit d'innombrables exemples de ce phénomène : les jeunes réagissent contre les valeurs de leurs parents lorsqu'ils les trouvent contraignantes ; les travailleurs résistent aux pratiques d'exploitation que leurs employeurs tentent de leur imposer ; les groupes sociaux marginalisés développent des contre-cultures ; les élites s'allient pour protéger leurs privilèges. Multipliées à l'échelle des sociétés, ces pratiques peuvent servir à façonner et à remodeler l'histoire d'une manière qui ne peut pas être facilement anticipée parce qu'elle dépend de l'équilibre des forces dans une situation donnée. Dans certaines situations, un tel comportement réactif collectif peut servir à renforcer le conservatisme et à empêcher le changement ; dans d'autres, il peut faire boule de neige et provoquer un changement social et culturel majeur, comme la « révolution sexuelle » des années 1960. Bien entendu, chaque changement amorce la dynamique du changement suivant.

En second lieu, ces dynamiques de résistance et de réaction sont liées à d'autres caractéristiques du changement qui rendent difficile la prédiction de l'avenir ; on les appelle parfois des « conséquences non voulues ». Par exemple, lorsque de nouvelles technologies sont introduites, on suppose souvent qu'elles seront utilisées aux fins initialement prévues par leurs concepteurs. Pour revenir à l'exemple du téléphone portable, on a supposé, lors de son introduction, qu'il serait utilisé par les personnes aisées pour remplacer les téléphones fixes. Et en effet, ils sont devenus un symbole de

statut social pour les traders des centres financiers comme la City de Londres dans les années 1980. Ce qui a été moins envisagé, c'est que parmi les autres utilisateurs précoces se trouveraient des personnes qui avaient de bonnes raisons de vouloir garder leur localisation secrète et d'éviter de figurer dans les annuaires téléphoniques, comme les trafiquants de drogue, les proxénètes et autres criminels. De même, certains des premiers utilisateurs commerciaux de l'internet dans les années 1990 étaient des pornographes et des vendeurs de médicaments sans ordonnance. Au XXI^{ème} siècle, le « Dark Web » est devenu une réalité et les coûts annuels, directs et indirects, de la cybercriminalité sont manifestement considérables, même si on peut douter des estimations de professionnels reconnus de la cybersécurité, qui évoquent le chiffre de près de 10 000 milliards de dollars en 2024 (Essentire). Dans le même temps, des drones sont utilisés pour introduire clandestinement des drogues, des armes et des téléphones portables dans les prisons et à travers les frontières nationales, sans parler des utilisations terroristes potentielles, tandis que les progrès de la médecine sont détournés à des fins aussi variées que le prélèvement d'organes en vue de leur commercialisation ou le viol à l'occasion d'une rencontre censée être « romantique » au départ à cause de la large circulation de médicaments psychotropes. En d'autres termes, toute nouvelle technologie est susceptible d'être utilisée à des fins aussi bien nuisibles que bénéfiques. Les tentatives visant à interdire ou à gérer ces activités socialement nuisibles ont d'autres conséquences. Ils peuvent, par exemple, donner naissance à de nouvelles industries conçues pour prévenir le piratage ou renforcer la surveillance, mais ils peuvent aussi créer de nouveaux risques sociaux pour la population en général, allant de l'agacement mineur d'avoir à saisir et à changer sans cesse des mots de passe à des contraintes plus sérieuses en matière de liberté personnelle ou d'atteinte à la vie privée.

Olivier Frayssé – Si ces trois éléments, les conséquences non voulues, la résistance et la réaction au changement pouvaient être pris en compte d'une manière ou d'une autre, pourrait-on espérer obtenir des prévisions raisonnablement précises, peut-être simplement des scénarii alternatifs qui pourraient être discutés à la fois par des experts et par le grand public, et qui pourraient peut-être aboutir à des choix politiques éclairés ?

Ursula Huws – Nous devons également tenir compte d'un quatrième facteur : l'inertie. « Si ce n'est pas cassé, ne le réparez pas » est un principe que beaucoup de gens adoptent dans leur vie et qu'ils n'abandonnent qu'avec une extrême réticence. En fait, certains s'accrochent à leurs pratiques existantes aussi longtemps que possible et ne les modifient que lorsqu'ils y sont contraints, parce que les anciennes solutions sont devenues indisponibles ou inabordables ou que leur survie va dépendre du fait qu'ils seront équipés de la même manière que leurs voisins, les membres de leur famille, leurs fournisseurs ou leurs clients. Ce qui peut apparaître comme quelques manifestations, ici ou là, de résistance têtue à une tendance générale, multiplié à l'échelle d'une population entière, peut présenter des obstacles au changement d'une plus grande importance statistique, obligeant les entreprises et les décideurs politiques à continuer à proposer les anciennes

options en même temps que les nouvelles qui les remplacent : la radio analogique et la radio numérique, par exemple ; les réseaux de téléphonie fixe et de téléphonie mobile ; les livres imprimés et les livres électroniques ; les magasins et les sites web. Cela introduit des distorsions supplémentaires que les prévisionnistes doivent gérer ; cela peut même ajouter des coûts et des complexités supplémentaires dans des domaines où des économies étaient espérées.

Alors, non, en fin de compte, je ne pense pas que l'on puisse prédire l'avenir, c'est une équation qui contient beaucoup trop de variables. Mais on peut, et on doit mieux connaître et enseigner les dynamiques qui façonnent cet avenir et mettre ces connaissances à la disposition du public et, concernant l'avenir du travail, à la disposition des travailleurs actuels et des futurs travailleurs.

Olivier Frayssé – On voit à quel point les effets sociaux des changements peuvent être imprévisibles, y compris ceux des changements technologiques qui sont souvent à la base des prédictions sur l'avenir du travail. Les discours sur l'avenir du travail présentent-ils des spécificités qui laissent entrevoir d'autres difficultés ?

Ursula Huws – Lorsqu'il s'agit de prédictions plus spécifiques sur l'avenir du travail, une série d'autres considérations entrent également en ligne de compte. Certaines d'entre elles sont liées à la manière dont les marchés du travail existants sont actuellement cartographiés ; par exemple elles se concentrent uniquement sur le paysage économique existant et, en utilisant une logique de jeu à somme nulle, elles effectuent une analyse détaillée des emplois qui sont susceptibles de disparaître ou d'être déqualifiés, mais elles ne peuvent pas imaginer les nouveaux emplois qui seront créés en dehors du champ de l'économie existante.

D'autres sont liées à certains présupposés que des commentateurs ne remettent pas en question, et à la perspective qu'ils adoptent dans leur recherche. De nombreux experts sont prompts à formuler des jugements de valeur, qualifiant les tendances de « bonnes » ou de « mauvaises », souvent sans préciser pour qui elles sont bonnes et pour qui elles sont mauvaises. La plupart des changements font à la fois des gagnants et des perdants et certains peuvent être bénéfiques à certains égards (par exemple pour les consommateurs bénéficiant de prix plus bas) mais néfastes à d'autres (par exemple pour les travailleurs dont les revenus sont réduits), mais ces compromis subtils sont difficiles à mettre en évidence.

Olivier Frayssé – Quelles sont, selon vous, les caractéristiques les plus frappantes des discours récents sur l'avenir du travail ?

Ursula Huws – Tout d'abord, la polarisation. Alors que la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle touchait à sa fin, les médias étaient saturés de débats très polarisés sur l'avenir du travail. Les visions utopiques d'un monde post-capitaliste dans lequel toutes les corvées seraient effectuées par des machines et où les gens seraient libres de jouir d'une vie de loisirs et de créativité se heurtaient aux sombres visions dystopiques d'une société future

dans laquelle la majorité de la population serait réduite à une vie de pauvreté et de précarité sous le regard omniscient d'une autorité panoptique qui surveillerait tous les aspects de la vie. Les nouvelles technologies ont joué un rôle central dans ces prévisions, qu'elles soient perçues comme nous élevant au statut de « citoyens cyborgs » grâce à l'utilisation d'interfaces cerveau-machine implantées (ICM) ou comme nous réduisant au statut de « techno-serfs » contrôlés par des algorithmes.

Ensuite, dans un syndrome de la tour de Babel, il semble que les universitaires, les décideurs politiques et les « experts » qui tentent de comprendre l'impact potentiel des nouvelles technologies sur l'économie et la vie quotidienne trouvent que les vocabulaires existants sont inadéquats (ou du moins ne font pas suffisamment la une des journaux) pour les décrire et ils ont créé un véritable thésaurus de nouveaux termes.

Vos lecteurs seront probablement familiers avec certains de ces termes, mais pas tous, et, même pour ceux qui les ont déjà rencontrés, s'y trouver confronté en masse peut leur donner l'impression d'essayer de nager à travers une forêt de varech.

Olivier Frayssé – Oui, l'inventivité lexicale est frappante. Elle touche aussi bien la caractérisation du moment du capitalisme que nous vivons que la notion même de capitalisme. Pour ces auteurs prolifiques, assistons-nous à l'émergence d'un nouveau type de capitalisme ou la notion même de capitalisme est-elle devenue sans objet ?

Ursula Huws – Nous pouvons trouver de nombreux éléments prouvant l'existence de ces deux points de vue. Certains auteurs suggèrent de considérer le capitalisme actuel comme un « capitalisme numérique » (Dan Schiller), un « capitalisme informationnel » (Yann Moulier-Boutang), un « capitalisme cognitif » (Manuel Castells) un « capitalisme communicatif » (Jodi Dean), un « biocapitalisme » (Cristina Moroni et Andrea Fumagalli), un « capitalisme de plateforme » (Nick Srnicek) ou un « capitalisme de surveillance » (Shoshana Zuboff). Peut-être ces changements signifient-ils que le capitalisme tel que nous le connaissons ne peut pas survivre et que nous entrons en fait dans un monde « post-capitaliste » comme le suggèrent Paul Mason ou Nick Dyer-Witheford?

D'autres experts ne vont pas jusqu'à remettre en question l'impact des changements observés sur le capitalisme en tant que système, mais ils affirment que nous devons redéfinir l'économie à l'ère numérique. Peut-être, suggèrent Martin Kenney et John Zysman, devrions-nous la considérer comme une « économie de plateforme », ou, comme le soutient Alessandro Gandini, une « économie de la réputation », ou alors cette « économie à la tâche » (*gig economy*) dont parle Gerald Friedman, ou peut-être l'« économie du maillage » (*mesh*) découverte par Lisa Ganski, à moins que ce ne soit l'« économie de l'attention » décrite par Thomas Davenport et John Beck ou encore cette « économie collaborative », selon la formule de Yochai Benkler, dans laquelle la relation entre la production et la consommation a

été transformée par la mise en réseau *peer to peer* (de pair à pair) chère à Michel Bauwens, la « consommation collaborative » de Rachel Botsman et Roo Roger, la « prosumption » théorisée par George Ritzer et Nathan Jurgenson, la « co-création » décrite par Coimbatore Krishnao Prahalad et Vivek Ramaswamy ou John Banks et Sal Humphreys, ou simplement le « playbour » (contraction de play et labour) de Julian Kücklich.

D'autres s'interrogent sur la manière de désigner le travail auquel on accède dans ce nouveau type d'économie : « le nuage humain » dont parlent Evgeny Kaganer, Erran Carmel et Rudy Hirschheim de l'institut de gestion du MIT, le « travail liquide » cher au cabinet Accenture et repris par Manish Gupta, une « main-d'œuvre à la demande » offerte par l'entreprise Workmarket, plateforme et place de marché, ou une « main-d'œuvre en juste-à-temps » comme celle décrite pour l'OIT par Valerio de Stefano. Le processus par lequel ces travailleurs atomisés sont recrutés peut-il être décrit comme de « l'externalisation ouverte » (*crowdsourcing*, terme inventé en 2006 par Jeff Howe et Mark Robinson dans *Wired*) de « l'externalisation ouverte via Internet » (*cloudsourcing*), selon la formule forgée par Luis M. Vaquero, Luis Rodero-Merino Juan Caceres et Maik Lindner, ou encore du sourçage par le biais de « plateformes de talents en ligne » dans la version du McKinsey Global Institute de 2015 ? Et le travail lui-même doit-il être qualifié de « travail du clic » (*clickwork*), comme Joseph Armenti l'a fait en 2014, d'« intelligence artificielle artificielle », le terme qu'Amazon Mechanical Turk utilise pour désigner ses travailleurs, de « travail de foule », selon la un rapport de l'Eurofound de 2015 (*crowd work*), de « travail numérique » (*digital labor/labour*), ou même, en utilisant une expression qui semble un oxymore de « travail immatériel » comme le font Hardt et Negri ?

C'est sur cette densité terminologique que je souhaite attirer l'attention, car elle nuit à la clarté de la pensée et déconnecte le discours actuel des travaux antérieurs. Cette profusion de termes est très déroutante pour le grand public et rend également le dialogue difficile entre les spécialistes, car chaque nouveau venu dans le débat veut, pour ainsi dire, frapper sa propre monnaie. Et, au moins dans le monde de la « vulgarisation scientifique », d'un best-seller à l'autre, il semble que la loi de Gresham s'applique et que « la mauvaise monnaie chasse la bonne ». Toute tentative visant à donner un sens aux changements actuels exige donc, comme condition préalable, que nous trouvions un moyen de mettre un terme à cette confusion.

Olivier Frayssé – Comment pouvons-nous le faire ?

Ursula Huws – Tout d'abord, il convient de souligner qu'une telle confusion n'est pas nouvelle. À la fin des années 1990, il y a eu une vague similaire d'hyperboles et de nouvelles terminologies. Nous avons entendu parler, par exemple, de la « mort de la distance » sous la plume de Frances Cairncross en 1997, de la « fin de la géographie » sous celle de Stephen Graham en 1998, et Edward Luttwak annonçait l'avènement du « turbo-capitalisme » en 1999. Stan Davis et Christopher Meyer définissaient l'économie comme

« connectée » en 1995, et la même année Don Tapscott préférait l'appeler « numérique » (digital) ; Diane Coyle nous disait en 1997 qu'elle tournait désormais autour d'éléments « dépourvus de masse » (*weightless*), tandis que les chercheurs emmenés par Dale Neeff la caractérisaient comme « basée sur la connaissance ». La plupart des journalistes préféraient dire qu'elle était simplement « nouvelle ».

Frank Webster nous a dit en 1995 que nous vivions alors dans une « société de l'information » et Bob Norton et Cathy Smith nous ont expliqué en 1998 que nous travaillions dans des « organisations virtuelles » avec des travailleurs que Tsugio Makimoto and David Manners avaient défini en 1997 comme des « nomades numériques », dont l'élite était celle des « digérati » (les « digéreurs ») repérée par John Brockman en 1996, un élément du « cognitariat », annoncé par Alvin Toffler en 1970 et repris par Antonio Negri en 2006, sans parler des « analystes symboliques » dont Robert Reich décrivait l'importance capitale en 1991 et bien d'autres termes que discute Richard Barbrook dans *The Class of the New* en 2006. Les évolutions que ces termes tentaient de décrire semblaient passionnantes et nouvelles à la fin des années 1990, une période de croissance frénétique et non durable – la bulle Internet qui a débouché sur un krach (l'éclatement de la bulle) au tournant du millénaire (on a estimé que la valeur de la plupart des actions Internet, qui avaient atteint un sommet six mois plus tôt, avait chuté de 75 %, effaçant 1 755 milliards de dollars de valeur en novembre 2000). Mais ce discours faisait lui aussi écho à des propos similaires tenus à des périodes antérieures.

Dès 1966, le consultant en management américain Peter Drucker utilisait l'expression « travailleur du savoir » (*knowledge worker*) et, trois ans plus tard, le sociologue français Alain Touraine inventait le terme de « société post-industrielle », repris plus tard aux États-Unis par Daniel Bell en 1976. Le terme « télématique » (traduit en anglais par *Telematics*) a été utilisé pour la première fois en 1978 dans le rapport Nora-Minc, reflétant l'importance croissante dans le débat public de la question de l'impact économique et social du mariage de l'informatisation et des télécommunications. Dans les années 1970, la plupart des débats dans les médias se sont concentrés sur la miniaturisation et le faible coût de la puce de silicium, rendant l'utilisation des ordinateurs (qui, jusqu'alors, étaient de gros ordinateurs centraux coûteux) de plus en plus omniprésente. Au Royaume-Uni, un documentaire intitulé *Now the Chips are Down*, diffusé dans l'émission Horizon de la BBC en 1978, a provoqué un tournant dans l'opinion publique, déclenchant des articles alarmistes dans les médias sur les millions d'emplois qui, selon les estimations, allaient être perdus à cause de l'informatisation (ce qui est remarquablement similaire aux articles parus dans la presse dans les années 2010 sur l'impact de la robotisation, et ceux qui fleurissent aujourd'hui sur l'intelligence artificielle). C'est également à cette époque que des extrapolations opposées ont conduit à prédire, dans la littérature sociologique, « la fin de la classe ouvrière » pour Daniel Bell ou André Gorz, ou « la fin du travail » avec Jeremy Rifkin. Certains auteurs considéraient que les nouvelles technologies ouvraient la voie à la réalisation d'utopies dans lesquelles l'automatisation serait utilisée pour réduire la semaine de travail et minimiser

la quantité de travail socialement nécessaire, le temps restant étant libéré pour un travail créatif non aliéné pour des auteurs comme Gorz (1980 et 1983) ou Ivan Illich (1973, 1978, 1982). D'autres, comme Harman, ont lancé un cri d'alarme, expliquant que les nouvelles technologies allaient produire un chômage de masse. Parmi les sociologues du travail, les travaux de Harry Braverman ont ouvert dès 1974 de nouveaux débats sur les effets déqualifiants des nouvelles technologies.

Ce qui ressort clairement de tout cela, c'est que les discussions qui ont lieu aujourd'hui ont des précédents dans d'autres périodes de restructuration. Chaque fois qu'une nouvelle vague d'automatisation arrive, elle prend les gens par surprise, ébranle jusqu'à ses fondations le monde qu'ils connaissent et les oblige à remettre en question toutes les hypothèses qu'ils ont tenues pour acquises dans le passé, non seulement sur la façon dont les économies et les marchés du travail fonctionnent, mais aussi sur les fondements mêmes de notre ordre social. À chaque fois, on a l'impression que le vocabulaire existant est inadéquat pour décrire les changements et que les institutions existantes sont incapables de les prendre en compte. C'est comme si un tremblement de terre se produisait, perturbant les structures familières qui forment le socle de notre société et nous donnent notre place dans celle-ci – les programmes d'enseignement et les qualifications qu'elles confèrent, les modes de communication, les compétences dont nous avons besoin pour survivre, les structures professionnelles qui nous positionnent sur le marché du travail, la satisfaction que nous tirons de notre travail, la sécurité de l'emploi que nous pouvons espérer et les rétributions que nous pouvons en attendre.

En perturbant ces éléments stables, ces changements peuvent sembler menacer les fondements mêmes de notre civilisation. Comme Karl Marx l'a dit de manière mémorable en 1848 dans le *Manifeste du Parti communiste* (pp. 34-35) : « *Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier* »

Chaque changement est vécu à son arrivée comme un événement sans précédent et cataclysmique, prenant à contre-pied les entreprises et les régulateurs en place ainsi que d'autres acteurs sociaux tels que les chercheurs, les enseignants et les syndicalistes. Bombardés d'informations confuses, souvent formulées dans des variantes d'un nouveau jargon déroutant, les responsables politiques peuvent être incités à déréglementer ou à reréglementer, à laisser libre cours au marché ou à tenter de le contrôler. On assiste à une cacophonie déconcertante de conseils – émanant de représentants de nouvelles entreprises et d'anciennes, de consultants, d'universitaires et de gourous autoproclamés – fondés sur un ensemble de preuves changeantes, souvent anecdotiques, car il n'existe pas encore de statistiques permettant de mesurer les nouveaux phénomènes, ceux-ci restant à définir. Les responsables politiques peuvent se sentir pris au piège entre des impératifs contradictoires. D'une part, ils cherchent à encourager l'innovation, d'autre part, ils veulent préserver l'emploi. Ils veulent également être réélus. Dans la précipitation qui s'ensuit pour trouver des solutions qui

satisfassent tout le monde, on peut avoir l'impression qu'aucun des outils existants n'est adapté à la tâche et que personne n'a jamais été confronté à des décisions aussi difficiles. Mais est-ce vraiment le cas ? Se pourrait-il que le sentiment de stabilité et de prévisibilité que la plupart des gens considèrent comme normal soit en fait illusoire et qu'il faille s'attendre à des bouleversements périodiques ? Cette volatilité dévastatrice, créatrice et destructrice, est-elle en fait le capitalisme de toujours ? Ou, comme dans la chanson de Bon Jovi de 2010 *The more things change the more they stay the same* – ou plus ça change et plus c'est la même chose –. En gros, la question est de savoir si c'est toujours la même satanée chanson mais avec une mélodie différente. Ou inversement...

Olivier Frayssé – Y a-t-il des signes indiquant que la relation d'emploi standard, ce qu'on appelle en anglais la *standard employment relationship*, une relation entre salarié et employeur fondée notamment sur un contrat de travail à durée indéterminée, qui n'est qu'une brève parenthèse dans l'histoire du travail salarié dans quelques pays et secteurs industrialisés de longue date, est finalement sur le point de s'effondrer ? Ou, pour paraphraser Marc Twain à propos de son décès, est-ce que la nouvelle de sa mort a été prématurément annoncée et déplorée ?

Ursula Huws – Il n'est pas facile de répondre à cette question. J'étudie les changements sur les marchés du travail et l'impact des changements technologiques depuis les années 1970. Dans l'intervalle, d'innombrables prophéties ont annoncé que nous étions sur le point d'assister à la fin du modèle d'après-guerre de l'emploi stable, à temps plein et permanent, qui avait atteint son apogée dans les années 1950 et 1960. Dans un premier temps, l'attention s'est concentrée sur les effets déqualifiants de la mécanisation, de l'automatisation et sur les effets du chômage de masse. Dans les années 1980, l'attention s'est portée sur le potentiel qu'avaient les technologies numériques et de communication permettant de délocaliser l'emploi, y compris sous la forme du télétravail. Dans les années 1990, lorsque les réseaux mondiaux de télécommunications ont été mis en place et que l'internet a vu le jour, le discours s'est élargi pour englober les inquiétudes liées à l'externalisation à l'étranger des services numérisés. Aujourd'hui, au XXI^{ème} siècle, des craintes similaires apparaissent : d'une part, une inquiétude quant à la possibilité que l'utilisation de robots détruise des emplois qualifiés refait surface et, d'autre part, l'appréhension gagne face à l'utilisation de plus en plus répandue de plateformes en ligne pour gérer le travail.

Dans l'ensemble, la relation d'emploi standard s'est maintenue, contrairement à la plupart des attentes et des prévisions. Les derniers chiffres disponibles (2021) montrent que 61 % de la population européenne en âge de travailler sont des salariés permanents à temps plein et 12 % des salariés permanents à temps partiel. Les employés temporaires représentent 16 %, 8 % à temps plein et 4 % à temps partiel. La proportion de travailleurs indépendants oscille autour de 15 % depuis des décennies et était de 14% en 2021 (Schoukens, 2022).

D'un certain point de vue, on peut considérer qu'il s'agit de quatre décennies de discours alarmistes non-réalisés. Toutefois, d'un autre point de vue, c'est cette stabilité apparente qui est trompeuse. Des turbulences majeures peuvent se cacher sous une surface calme en apparence.

La seule évolution constatée est que le nombre d'indépendants employant des salariés tend à diminuer, tandis que le nombre d'indépendants travaillant seuls tend à augmenter. Ces derniers, qui comprennent les travailleurs des plates-formes, sont les plus exposés (20 % d'entre eux) au risque de dépendre d'un seul client sur une période de 12 mois et de vivre dans la pauvreté (ibidem). Alors, ceux qui prédisent la fin du modèle standard de l'emploi ont-ils simplement crié au loup ? Ou bien des bouleversements plus profonds se produisent-ils sous le radar des statistiques officielles ? Sommes-nous en train de vivre un épisode temporaire ? Ou bien le loup est-il enfin arrivé ?

Olivier Frayssé – Je voudrais revenir sur votre expression « discours alarmistes non réalisés ». Les discours alarmistes sur l'avenir du travail ne sont-ils pas des moyens efficaces de menacer la main-d'œuvre pour qu'elle soit docile, et ne sont-ils donc pas, d'une certaine manière, réalisés, même si ce n'est pas sous la forme qui avait été annoncée ? Les historiens ont montré que la menace omniprésente de châtiments physiques extrêmes à l'encontre des esclaves avait un impact bien plus important sur leur soumission que le nombre statistiquement assez faible de cas réels de tels châtiments ne le laisserait supposer, et que les menaces de délocalisation ont eu un impact sur les conditions de rémunération et de travail indépendamment du fait que ces délocalisations aient finalement eu lieu ou non.

Ursula Huws – Certainement, mais je voudrais également souligner que les faits sont aussi une forme de discours. La présence d'une « armée de réserve » de chômeurs effraie les travailleurs salariés qui craignent de se voir remplacés par eux et de prendre leur place au chômage. De la même façon, le fait de faire coexister avec eux des travailleurs de statut inférieur, comme ces travailleurs « indépendants » de plus en plus nombreux aujourd'hui, a toujours joué un rôle dans le contrôle des salariés permanents.

Par ailleurs, les menaces peuvent bien sûr entraîner la soumission, mais aussi la résistance et la révolte. Uber en fournit un exemple fascinant. Vous vous souvenez du tapage autour de l'ubérisation ? Uber s'était donné pour but d'éradiquer deux formes traditionnelles de taxis, les indépendants et les salariés, pour les remplacer précisément par le type le plus vulnérable, l'indépendant dépendant. Les taxis traditionnels, qu'ils soient indépendants ou salariés en CDI, se sont défendus. Sous leur pression, les tribunaux et les assemblées législatives ont pris des mesures pour rétablir les normes d'emploi qu'Uber avait essayé de remettre en cause.

Lorsque Uber et d'autres employeurs fonctionnant via des plateformes, ont étendu le modèle à la livraison de repas, les travailleurs n'ont pas tardé à s'organiser et à demander, souvent avec succès, le statut de salarié. Et le

mouvement de rejet s'est étendu à des secteurs qu'Uber n'avait jamais rêvé de pénétrer. Médecins, infirmières, enseignants ont utilisé le mot ubérisation pour décrire tout ce qui, dans leur environnement de travail, ressemblait aux conditions des chauffeurs Uber : être disponible à la demande, esclaves du paradigme de la connexion, du contrôle algorithmique, des horaires et des durées du travail imprévisibles, des salaires médiocres, etc. L'épouvantail Uber avait rassemblé les troupes dans de nombreux secteurs...

Olivier Frayssé – Pourrait-il y avoir un discours sur le futur du travail qui éviterait tous les pièges que vous avez mentionnés ?

Ursula Huws – *The Future Work*, qu'on peut traduire par « le travail de demain », comme s'il n'y avait qu'une forme de travail, et qu'on sache de quoi demain sera fait. C'est pourquoi j'ai choisi de terminer le titre de mon livre par une question : So What? ou « Et après ? », car l'avenir n'est pas quelque chose qui se raconte, mais quelque chose dont il faut discuter et qui exige une action. Ce qu'il nous faut donc aborder, c'est la dynamique du travail dans le cadre du capitalisme, qui résulte de l'interaction entre la dynamique du capitalisme lui-même et la façon dont les travailleurs vivent leur vie, dans l'emploi et hors de celui-ci. Une fois cette dynamique clarifiée, nous pouvons commencer à observer les tendances et à poser des questions politiques.

Olivier Frayssé – Le capitalisme est devenu un mot fourre-tout, surtout depuis la crise financière de 2007. On observe l'abondance de qualificatifs utilisés par les chercheurs pour tenter de donner un sens aux nouvelles conditions dans lesquelles les gens travaillent. Dans quel sens l'utilisez-vous et avec quel qualificatif, le cas échéant ?

	Travail non rémunéré	Travail rémunéré	Travail reproductif	Travail productif
1. Travail reproductif "traditionnel"	oui		oui	
2. Services domestiques pour l'individu / le ménage	non	oui	oui	
3. Travail pour des sociétés de service privé	non	oui		oui
4. Travail pour les services publics (ou pour des ONG)	non	oui	oui	
5. Travail dans des industries de production	non	oui		oui
6. "Travail de consommation" (exécution de tâches externalisées liées à la consommation de biens ou de services)	oui		Indirectement productif - en augmentant la productivité des travailleurs rémunérés, mais ne produisant pas directement de plus-value	

Ursula Huws – Le capitalisme est souvent perçu, en particulier par les jeunes, comme un système unique et monolithique qui englobe tous les aspects de la vie. Il est peut-être plus utile de le comprendre comme un assemblage quelque peu désordonné de différents capitalistes en concurrence les uns avec les autres, se battant pour des parts de marché, expérimentant de nouveaux modèles d'entreprise et échouant souvent. Ce qu'ils ont en commun, c'est qu'ils essaient de faire des profits et donc d'augmenter leur capital, en exploitant le travail des travailleurs, directement (en se nourrissant de la plus-value générée par leurs propres employés), ou indirectement, en l'arrachant des mains d'autres capitalistes au long de la chaîne de valeur (comme les distributeurs jouissant d'une position de monopole) ou par le biais des mécanismes de la finance. Dans l'ensemble, leurs actions déterminent quel type de travail est effectué par qui, où et quand, dans toutes les sphères où le principal moteur de la production de biens et de services est l'accumulation de capital, qui constitue depuis longtemps la majeure partie de la production. Au-delà, il y a la sphère où l'accumulation du capital n'est pas le moteur de la production, un domaine qui a toujours été considéré par les capitalistes comme en friche, attendant que quelqu'un le mette en valeur, c'est-à-dire le transforme (ou le retransforme, au cas où il leur aurait été arraché des mains à un moment donné, comme certains domaines de la santé et de l'éducation, par exemple) en un champ d'accumulation.

C'est pourquoi nous avons besoin d'une typologie du travail qui nous aide à cadrer théoriquement la relation entre le capital et le travail. J'en ai élaboré une à cette fin spécifique, qui tente d'englober toutes les activités que nous appelons travail, sur la base de la relation qu'elles entretiennent avec le capitalisme. J'utilise trois catégories marxistes traditionnelles : le travail productif (qui produit de la plus-value, du profit et donc du capital), le travail improductif (qui ne produit pas de plus-value) et le travail reproductif, qui reproduit la force de travail des humains, et je les croise avec la dimension du caractère rémunéré ou non du travail effectué.

Olivier Frayssé – **Ce schéma me semble tout couvrir, sauf peut-être le travail bénévole, qui serait un travail non rémunéré, essentiellement dans les domaines des services domestiques pour les particuliers/ménages et des services publics.**

Ursula Huws – Le travail bénévole, s'il est vraiment bénévole, comme le fait de militer politiquement à l'échelle locale, s'occuper des enfants d'un voisin, entre bien dans la catégorie du travail reproductif non rémunéré, s'il n'y a vraiment aucune rémunération. Si c'est du travail rémunéré dans le secteur associatif, humanitaire, etc., c'est du travail rémunéré non productif. On peut passer d'une catégorie à l'autre pour une même activité, comme lorsque des gens se proposent pour travailler gratuitement dans une ressourcerie dans l'espoir d'être embauchés comme salariés. Si le travail n'est pas rémunéré et est imposé, comme lorsqu'il faut renseigner un captcha « je ne suis pas un robot » pour accéder à un service « gratuit », et que le fait de ne pas faire ce travail est sanctionné par un refus d'accès au service, c'est du travail du consommateur.

Ursula Huws – Il y a là matière à écrire au moins un livre entier, celui que vous avez mentionné dans votre première question et probablement beaucoup d'autres pour suivre les évolutions que nous pouvons observer chaque jour. Je dirai simplement que, dans la mesure où ils parviendront à obtenir un accès démocratique à la prise de décision sociale, les travailleurs d'aujourd'hui et de demain auront le pouvoir de façonner l'avenir du travail. Pour le bien de leurs enfants et petits-enfants, et pour le bien de la planète, espérons qu'ils y parviendront.

RÉFÉRENCES MENTIONNÉES U COURS DE L'ENTRETIEN

- Armenti, J.A. (2014), "Click-Work or Click-Play: Crowdsourcing and the Work-Leisure Distinction", Seton Hall University, Student Works 137.
- Banks, J., et Humphreys, S. (2008), "The Labor of User Co-creators", in *Convergence*, vol.14, n°4: pp. 401-418.
- Barbrook, R. (2006), *The Class of the New*, Mute Publishing, Londres.
- Bauwens, M. (2005), "The Political Economy of Peer Production", ctheory.net. <https://journals.uvic.ca/index.php/ctheory/article/view/14464/5306>.
- Bell, D. (1976), *The Coming of Post-Industrial Society*, Basic Books, New York, (Vers la société post-industrielle, Laffont, Paris, 1976).
- Benkler, Y. (2004), "Sharing Nicely: On Shareable goods and the emergence of sharing as a modality of economic production", in *The Yale Law Journal*, n°114, pp. 273-358.
- Botsman, R., et Rogers, R., *What's Mine Is Yours: The Rise of Collaborative Consumption*, Harper Business, New York.
- Braverman H. (1974), *Labor and monopoly capital: the degradation of work in the twentieth century*, Monthly Review Press, New York. (Travail et capitalisme monopoliste : la dégradation du travail au XXe siècle, Maspero, Paris, 1976 ; Éditions sociales, Paris, 2023).
- Brockman, J. (1996), *Digerati: Encounters with the Cyber Elite*, Orion Business Publishing, Londres.
- Cairncross, F. (1997), *The Death of Distance: How the Communications Revolution will Change our Lives*, Harvard Business School Press, Boston MA.
- Castells, M. (1996), *The Rise of the Network Society: The Information Age: Economy, Society, and Culture*, vol. I, Blackwell Publishers, Oxford.
- Coyle, D. (1997), *Weightless World: Strategies for Managing the Digital Economy*, Capstone Publishing, Oxford.
- Davenport, T.H., et J. C. Beck (2002), *The Attention Economy: Understanding the New Currency of Business*, Harvard Business Press, Cambridge MA.
- De Stefano, V. (2016), "The rise of the 'just-in-time workforce': On-demand work, crowdwork and labour protection in the 'gig-economy'", OIT, Genève.
- Dean, J. (2005), "Communicative capitalism: Circulation and the Foreclosure of Politics", *Cultural Politics*, vol.1, n°1, pp. 51-74.
- Drucker, P.F. (1966), *The Effective Executive*, Harper and Row, New York. (La Pratique de la direction d'entreprise, Paris, Éditions d'organisation, 1967).
- Dyer-Witheford, N. (2015), *Cyber-Proletariat: Global Labour in the Digital Vortex*, Pluto Press, Londres.
- Essentire, "Cybercrime To Cost The World \$9.5 Trillion USD Annually In 2024", <https://www.esentire.com/web-native-pages/cybercrime-to-cost-the-world-9-5-trillion-usd-annually-in->

[2024?utm_medium=email&utm_source=pardot&utm_campaign=autoresponder](https://www.pardot.com/fr/2024?utm_medium=email&utm_source=pardot&utm_campaign=autoresponder).

- Friedman, G. (2014), "Workers without employers: shadow corporations and the rise of the gig economy", *Review of Keynesian Economics*, vol.2, n°2, pp.171-188.
- Gandini, A. (2016), *The Reputation Economy: Understanding Knowledge Work in Digital Society*, Palgrave Macmillan, Londres.
- Gansky, L. (2010), *The Mesh: Why the Future of Business is Sharing*. Portfolio Penguin, Londres.
- Gordon, R. J. (2000), "Does the 'New Economy' measure up to the great Inventions of the Past?", in *Journal of Economic Perspectives*. American Economic Association, vol.14, n°4, pp. 49-74.
- Graham, S. (1998), "The end of geography or the explosion of place? Conceptualizing space, place and information technology", in *Progress in Human Geography*, vol. 22, n°2, pp. 165-185.
- Gupta, M. (2021), "Liquid Workforce: The Workforce of the Future". In I. Management Association (éd.), *Research Anthology on Digital Transformation, Organizational Change, and the Impact of Remote Work*, pp. 1998-2010.
- Hardt, T. et A. Negri (2001), *Empire*, Harvard University Press, Cambridge MA (Empire, 10-18, Paris, 2004).
- Hardt, T. et A. Negri (2004), *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire*, Penguin, Londres. (Multitude, La Découverte, Paris, 2004).
- Harman, C. (1979), *Is a machine after your job? New technology and the struggle for socialism*, Socialist Workers Party, Londres.
- Howe, J. et Robinson, M. (2005), "The Rise of Crowdsourcing", in *Wired*, vol. 14, n°6.
- Huws, U. (2019), *Labour in Contemporary Capitalism : What next?* Londres, Palgrave Macmillan.
- Illich, I. (1978), *Le Travail fantôme*, Seuil, Paris.
- Kaganer, E., Carmel E., Hirschheim, R. et Olsen, T. (2012), "Managing the Human Cloud", *MIT Sloan Management Review*, vol. 54, n°2, pp. 10-14.
- Kenney, M. et Zysman, J. (2016), "Choosing a Future in the Platform Economy: The Implications and Consequences of Digital Platforms", *Issues in Science and Technology*, vol. 32, n°3, <https://issues.org/rise-platform-economy-big-data-work/>, consulté le 20 mars 2024.
- Kücklich, J. (2005), "Precarious Playbour: Modders and the Digital Games Industry", *The Fibreculture Journal*, n°5.
- Luttwak, E. (1999), *Turbo Capitalism: Winners and Losers in the Global Economy*, Orion Business Publishing, Londres.
- Makimoto, T., et D. Manners (1997), *Digital Nomads*, Wiley, Chichester.
- Marx, K., et Engels F. (1848), *Manifeste du Parti communiste*, Éditions sociales, Paris, 1967.
- Mason, P. (2015), *PostCapitalism: A Guide to Our Future*, Penguin, Londres.
- McKinsey Global Institute (2015) *A Labor Market that Works: Connecting Talent with Opportunity in the Digital Age*, McKinsey et Company.
- Meyer, C. et S. Davis (1998) *Blur: the Speed of Change in the Connected Economy*, Addison-Wesley, South Port (Le Paradigme du flou : Vitesse, connectivité, immatérialité, Paris, Pearson, 2000).
- Moroni, C. et Fumagalli, A. (2010) "Life put to work: Towards a life theory of value", in *Ephemera*, 10 (3/4): 234-252.
- Moulier-Boutang, Y. (2007) *Le Capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, éd. Amsterdam, Paris.
- Muhic, M., Johansson, B. (2014) "Cloud Sourcing – Next Generation Outsourcing?" *Procedia Technology*, 16: 553-561.
- Negri, A. (2006), *Goodbye Mr Socialism*, Seven Stories Press, New York. (Goodbye Mr Socialism, Seuil, Paris, 2007).

- Nora, S. et A. Minc (1978), *L'informatisation de la Société : rapport à M. le Président de la République*, La Documentation française, Paris.
- Norton, B. et C. Smith (1998), *Understanding the Virtual Organization*, Barrons Educational, Hauppauge NY.
- Prahalad, C.K. et Ramaswamy, V. (2000), "Co-Opting Customer Competence", *Harvard Business Review*, janvier/février, pp. 79-87.
- Reich, R. (1991), *The Work of Nations*, Simon et Schuster, New York. (L'Économie mondialisée, Dunod, Paris, 1993).
- Rifkin, J. (1995), *The End of Work: The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Putnam, New York.
- Ritzer, G., et Jurgenson, N. (2010), "Production, Consumption, Prosumption", in *Journal of Consumer Culture*, vol.10, n°1, pp.13 -36.
- Scholz, T. (2011), "Facebook as playground and factory". In: Wittkower, D.E. (éd.) *Facebook and philosophy*, Open Court, Chicago, pp. 241-252.
- Schoukens, P. (2022), *Improving access to social protection for the self-employed in the EU State of play and possible policy reforms*, Commission européenne.
- Srnicek, N. (2017), *Platform Capitalism*, Polity Press, Cambridge.
- Tapscott, D. (1995), *The Digital Economy: Promise and Peril in the Age of Networked Intelligence*, McGraw Hill, New York.
- Toffler, A. (1970), *Future Shock*, New York, Bantam Books. (*Le Choc du futur*, Denoël, Paris, 1971).
- Touraine, A. (1969), *La société post-industrielle*, Denoël, Paris.
- Vaquero, L.M., Rodero-Merino, L., Caceres, J., et Lindner, M. (2008), "A break in the clouds: towards a cloud definition", *ACM SIGCOMM in Computer Communication Review*, vol.39, n°1, pp. 50-55.
- Webster, F. (1995), *Theories of the Information Society*, Routledge, Londres.
- Zuboff, S. (2019), *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, Profile Books, Londres.

dossier

2

Introduction au dossier

Marie-Anne Dujarier * et Olivier Frayssé **

Ce dossier propose d'ausculter les discours et pratiques contemporaines qui évoquent le futur du travail ou, en anglais, le « Future of work ».

I – L'attention au Futur du travail a un long passé

L'attention au futur a une longue histoire politique transnationale (Andersson, 2018). Celle-ci est elle-même inscrite dans une histoire sociale du temps et de son intériorisation (Elias, 1996), variable selon les sociétés (Bourdieu, 1977) d'une part, et énoncée par des acteurs dont la manière de se rapporter à l'avenir, est différenciée selon leur place sociale (Duvoux, 2023), d'autre part.

En Europe et Amérique du Nord, les discours sur le futur de la société, et notamment ceux qui portent sur les manières de s'organiser socialement et techniquement pour assurer la subsistance humaine, se retrouvent avec constance, et dans des genres très variés. Les récits de futurs désirables ou effrayants s'entendent en philosophie, de Platon à Peter Sloterdijk, en passant par les philosophes des Lumières, Karl Marx ou Gunther Anders, notoirement. Les sciences humaines (économiques, sociales, psychologiques...) sont régulièrement convoquées pour faire des prévisions ou des projections dans le futur et celui qui concernerait ce que notre société appelle le « travail » en particulier. La littérature, et notoirement la science-fiction, a généré elle aussi un corpus consistant de récits sur le futur dans lesquels la division des tâches, leur automatisation, et les rapports de (re) production ont toujours une place significative, chez des auteurs tels qu'Isaac Asimov, Aldous Huxley, George Orwell, René Barjavel,

* Marie-Anne Dujarier est professeure de Sociologie à l'Université Paris Cité, chercheuse au LCSP. Courriel : marie-anne.dujarier@u-paris.fr.

** Olivier Frayssé est professeur émérite d'études anglophones à Sorbonne Université et membre d'HDEA. Courriel : olivier.frayse@sorbonne-universite.fr.

Philip K. Dick, Margaret Atwood, Alain Damasio, Mathieu Villeneuve ou le collectif rassemblé par Stuart Calvo dans le *Bal des actifs*. La littérature nous emmène aussi dans un futur postapocalyptique, comme avec Cormack McCarthy ou Antoinette Rychner. Le cinéma depuis ses débuts, avec *Metropolis* de Fritz Lang, et *Les Temps Modernes* de Charlie Chaplin, a été généreux en visions du futur du travail. Citons aussi, par exemple, *Mad Max*, *Soleil vert*, et *Blade Runner*... Les séries poursuivent cette tradition (*Trepalium*, *Black Mirror*, *Real Humans*...). Ces œuvres sont majoritairement dystopiques. Enfin, le futur de l'emploi, de la production et de son organisation fait aussi l'objet de nombreux discours dans le registre politique, à des niveaux nationaux (gouvernement, collectivités territoriales, syndicats patronaux et ouvriers, militants) mais aussi internationaux, par l'organisation Internationale du travail évidemment, mais aussi le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDE, l'Union Européenne et des multinationales privées.

La pandémie mondiale du Covid a vu la soudaine réalisation de scènes jusque-là propres aux fictions décrivant un futur dystopique lointain : rues désertes, port généralisé du masque, accroissement du contrôle étatique sur les individus, enfermement individuel, arrêt de certaines productions, retour des animaux dans les villes... Cette période durant laquelle le réel a rejoint et même peut-être dépassé l'imaginaire, a d'ailleurs généré un intérêt accru pour les récits sur le futur, à l'instar des prouesses récentes de l'IA.

Or en ce début du XXI^{ème} siècle, ces discours imposent deux représentations principales du futur : celle d'un avenir saccagé, voire biffé par les destructions écologiques irréversibles, d'une part ; et celle d'une immortalité à portée de main grâce aux technologies numériques et génétiques, d'autre part. Ces deux images apparemment contradictoires peuvent pourtant se combiner, comme dans le film *Don't look up : Déni cosmique*, d'Adam McKay en 2021. Ici, la fin de l'humanité sur terre se conjugue avec le rêve du maintien en vie d'une élite fuyante, qui a fabriqué les moyens de tutoyer l'éternité.

Le futur des modes de production, de leurs finalités, modalités et encadrement par des rapports sociaux est une préoccupation contemporaine, que l'on peut observer et analyser en tant que telle. C'est le projet de ce dossier. Il s'inscrit donc dans une histoire des recherches sur le futur du travail.

2 – Recherches sur le Future of Work

Les recherches académiques sur l'expression « Future of work » ont donné lieu à de nombreuses publications pluridisciplinaires depuis des décennies : 2 286 documents scientifiques ont été identifiés sur la base Web of Science de 1959 à 2019 (Santana et Cobo, 2020). Les contenus les plus récents ont fait l'objet de revues de l'art (Bergman & Karlsson, 2011 ; Aroles et Alii, 2019 ; Balliester et Elsheikhi, 2018).

Ces textes académiques, essentiellement européens et états-uniens, traitent quasi exclusivement de l'emploi formel. Ils décrivent des faits

actuels et les présentent comme des tendances qui vont se confirmer. Ils s'ordonnent autour de quatre problématiques principales.

2.1 La fin du travail ?

Premièrement, ils questionnent « l'effet » (ou « l'impact ») des technologies de production (désignées par des termes variés tels que mécanisation, robotisation, numérisation, digitalisation, intelligence artificielle, industrie 4.0, objets connectés, *big data*...) sur l'emploi et parfois sur les droits et la protection sociale des travailleurs et travailleuses. Ces recherches prédisent avec constance un remplacement significatif voire massif du travail humain par les robots, poursuivant donc la thèse de la « fin du travail » (Rifkin, 1995) et de sa valeur (Méda, 1995 a et b) mais aussi les débats qu'elle a entraînés à la fin XX^{ème} siècle (Revue du Mauss, 2001). Certains vont jusqu'à interroger le lien entre revenu et activité productive, et plaident pour la mise en place d'un revenu universel.

La prévision récurrente d'un remplacement de l'activité humaine et/ou des emplois (cette distinction est rarement faite dans l'expression « fin du travail ») par les machines ne s'est toujours pas réalisée. On observe plutôt que le taux de chômage est inversement corrélé à celui de l'automatisation dans les pays du G20 (Casilli, 2019) et que le chômage est lié à tout autre chose que l'automatisation, à savoir le manque d'opportunités d'investissement de long terme pour les capitalistes, lié à la désindustrialisation (Benanav, 2020). Pourtant, la thèse de la fin du travail continue d'être formulée et reprise avec constance dans le champ académique par des chercheurs d'universités anglo-saxonnes, telles que le MIT¹ (Brynjolfsson et McAfee en 2014 puis Acemoglu et al., 2020) ou Oxford (Frey et Osborne 2013² ; Susskind, 2020) comme à la Ford Foundation (Paus, 2018). Des marxistes accélérationnistes (Bastani, 2019 ; Srnicek et Williams, 2015) voient cette automatisation comme une chance d'abondance et d'émancipation du travail pénible. Les multinationales du conseil affirment pareillement des ruptures inédites de paradigmes et l'effondrement du nombre d'emplois.

Cette thèse, valorisée dans l'espace social de la finance, du conseil et des dirigeants³, serait, d'après ses critiques, un « fantasme de patrons » (Carbonell, 2022), notamment de la Silicon Valley (Benanav, 2020). Car si la « fin du travail » ou même des pertes importantes d'emplois peuvent apparaître comme une évidence empirique, à court terme et localement chaque fois qu'une machine semble remplacer l'activité humaine, elle n'est pas avérée à d'autres échelles (Autor, 2015 ; Bouquin, 2020 a et b), notamment du fait des obstacles à l'automatisation, de son inégale diffusion selon les secteurs et tailles d'organisation, mais aussi parce que la demande de produits, et donc les tâches productives correspondantes se renouvellent sans cesse dans une dynamique capitaliste et marchande. Récemment, l'Organisation Internationale du Travail, considérant que les tâches « de bureau » seront les premières à être affectées par l'IA et plus particulièrement par Chat-GpT, montre que seule une partie des tâches serait automatisée, avec des réductions d'emplois (majoritairement féminins) limitées : - 0,4 % dans les pays pauvres et au maximum 5,5 % dans les pays riches (Gmyrek, P., Berg, J.,

1. Cette prestigieuse institution s'est dotée d'une « Task Force » multidisciplinaire intitulée *Work of the Future* (dans laquelle on retrouve notamment David Autor et Erik Brynjolfsson), institutionnalisée ensuite dans la *Work of the Future Initiative* et ses deux pôles, IA et automatisation. Elle part de l'hypothèse technocentrée (et optimiste) suivante : « Nous envisageons une économie où les progrès spectaculaires de l'automatisation et de l'informatique iront de pair avec l'amélioration des opportunités et de la sécurité économique pour les travailleurs ».

2. Notons que ce texte influent est un brouillon (*Working paper*) autopublié, qui n'a pas été soumis à la validation par les pairs dans le cadre d'une revue scientifique.

3. Significativement, le livre de Martin Ford *Rise of the Robots : Technology and the Threat of a Jobless Future* (2016), a été consacré « meilleur livre de l'année » par le Financial Times et Mc Kinsey.

Bescond, D. 2023). Les enquêtes sur l'automatisation (voir sur ce point le numéro publié en 2020 dans *Les Mondes du Travail*, n° 24-25) constatent aussi avec régularité qu'elle exige du travail humain pour la concevoir, fabriquer, programmer, régler, alimenter, entretenir, réparer et pour remplacer les machines (Coriat, 1990) mais aussi pour la gestion des aléas, surtout dans l'industrie à flux tendu (Vatin, 1987). L'investissement dans la technologie digitale aurait un effet positif sur le nombre d'emplois très qualifiés tout en détruisant les postes les moins qualifiés, du moins sur un territoire donné tel que la Suisse (Balsmeier & Woerter, 2019). Au même moment, pour fonctionner, l'intelligence artificielle a besoin de travail humain très répétitif, régulièrement délocalisée dans des pays à bas coût de main-d'œuvre (Casilli, 2019). L'intelligence artificielle ne supprimerait donc pas le travail humain, pas plus que la robotisation ne supprime le travail physique, comme on l'a vu dans le cas des entrepôts (Gaborieau, 2012 ; Hocquelet, 2020). Les prophéties déterministes annonçant l'avènement de camions sans chauffeurs se heurtent à la complexité du travail réel et des réalités socioprofessionnelles (Silva et Cunha, 2022). De nombreuses études et recherches montrent que l'effet de l'automatisation sur le marché de l'emploi est « soit neutre, soit positif » (Bouquin, 2020 a : 51) et tend à sa polarisation, en accroissant les écarts de revenus salariaux (Goos, Manning & Salomons, 2014 ; Autor, 2015).

Les faits contredisent à la fois les promesses des capacités technologiques à remplacer l'activité humaine, et les prophéties sur la fin de l'emploi ; ce qui n'empêche pas ces discours de « propagande » (Bouquin, 2020 b) de continuer à proliférer et ce comme si l'automatisation était une variable indépendante du système social capitaliste (Idem, 2020 a).

2.2 La fin du salariat stable ?

Deuxièmement, les recherches sur le futur du travail concernent la transformation des formes d'emploi. Elles font débat. Depuis les années 2010 certaines enquêtes questionnent la solidité du modèle salarial professionnel stable de pays du Nord, en portant l'attention sur des formes d'emploi « non standard » et précaires, telles que ceux de la *gig economy*, les contrats zéro heures, les *crowdworkers* ... Ces pratiques nouvelles dessineraient le futur du travail, décrit essentiellement comme précarisé et flexible (Standing, 2011). Le travail payé à la tâche, l'exploitation d'un prolétariat exclu du salariat, l'insécurité dans la société salariale, ne sont pourtant ni nouveaux ni croissants (Carbonell, 2022). Les prévisions qui évoquent avec inquiétude l'« ubérisation » de la société ou l'avènement d'un capitalisme « de plateforme » doivent rappeler que ces emplois précaires obtenus via les places de marché restent très minoritaires (Piasna et al., 2022) et actualisent, sous des formes renouvelées, l'exploitation des exclus du marché du salariat. En outre, ces formes d'emploi, que les politiques publiques ont favorisées et dont des entreprises se sont emparées, rencontrent de sérieuses limites empiriques internes et externes à leur déploiement (Azzellini et alii., 2022 ; Dujarier, 2023).

Ces effets de loupe sur des pratiques minoritaires dans les pays capitalistes

du Nord peuvent détourner l'attention des permanences et structures : l'importance de l'informalité dans les pays du Sud et la norme du salariat stable dans les pays du Nord. En outre, ces discours alarmistes semblent penser que les politiques néolibérales vont se réaliser intégralement, sans frein économique (et notamment le coût de la main-d'œuvre comparée à celui d'un investissement technologique), social, opérationnel, juridique, écologique ou politique, et ce alors que la numérisation de la production n'est pas allée de pair avec un accroissement de la productivité.

2.3 Intensification et surveillance

Troisièmement, les recherches portent sur les conditions de l'activité dans l'emploi. Poursuivant les thèses marxistes sur les dimensions politiques du machinisme comme remplacement du travail vivant par le travail mort, les auteurs actuels s'accordent pour montrer que nous assistons à une intensification de l'activité (Algava et alii, 2014 ; Davezies, 2019), et à un renforcement de la surveillance numérique (Zuboff, 2019). L'expérience des confinements a introduit le télétravail et le coworking (Williamson et al., 2021) comme nouvelles figures du futur du travail. Ces pratiques floutent encore plus le temps de l'emploi dans l'existence ordinaire, au risque de l'étendre. Les usages managériaux du numérique amèneraient aussi à harceler les travailleurs et travailleuses, à amplifier l'exploitation tout en expulsant la dimension politique du travail d'après l'historien Resnikoff (2021).

Notons que ces thèses ne portent que sur l'emploi formel, au risque d'oublier un continent d'activités vitales de reproduction, telles que le *care*, l'éducation, l'autoproduction, mais aussi l'activité animale et végétale... dont la disparition ou l'intensification, elles, ne sont jamais envisagées. Car le « travail » lui-même, comme signifiant social contingent est aussi questionné dans le champ académique au moment de scruter son futur.

2.4 Des catégories de pensée mises à l'épreuve

Quatrièmement, des recherches interrogent le futur du travail non plus comme pratique mais en tant que catégorie de pensée dont les frontières (Albert et alii, 2017) sont socialement débattues dans des arènes multiples, qu'elles soient politiques, scientifiques ou vernaculaires. Les usages sociaux des technologies numériques (Terranova, 2000 ; CNUM, 2016, Fuchs et Seignani, 2013) comme biologiques (Waldby, 2000), mais aussi les transformations sociales (Méda, 1995b ; Simonet, 2018) et écologiques dans le néolibéralisme, mènent à une dissociation croissante entre activité concrète, production, utilité pour la subsistance, profit, rémunération et emploi au point de troubler la catégorie de pensée et donc aussi de la pratique, dans les institutions dites du « travail » (Dujarier, 2021). Ces recherches questionnent le périmètre de ce que notre société désigne comme « travail » et ses épithètes, pareillement contingentes (Hertzog et Zimmermann, 2023), au moment de penser dès aujourd'hui, le futur de l'activité productive humaine et de ses institutions.

Les recherches académiques font partie de la production discursive sur le *Future of Work*. Soulignons que ceci constitue une difficulté méthodologique partagée par les auteur.es de ce dossier, au moment de tracer une frontière nette entre les discours des acteurs sociaux et ceux des analystes scientifiques. Nombre de discours sont en effet hybrides, qu'il s'agisse de rapports faits par des chercheurs pour le compte d'institutions puissantes qui les valident avant leur publication, de textes militants d'universitaires, ou encore, de propos d'acteurs non académiques qui se donnent des allures scientifiques ou s'appuient sur des articles universitaires pour servir leur propos.

Si la recherche en sciences humaines et sociales participe activement à la production et reproduction des discours et pratiques sur le *Future of Work*, rares sont les analyses scientifiques distanciées et méthodiques du fait social lui-même (Leterme, 2019). C'est ce que nous proposons de faire dans ce dossier.

3 – Étudier les discours et pratiques mobilisant le « futur du travail »

3.1 Un projet collectif

Ce numéro thématique entend contribuer à l'analyse des discours et pratiques qui se réfèrent explicitement au « futur du travail », non pour savoir quel sera ce futur ou pour entrer dans la controverse sur ce point, mais plutôt pour comprendre de quelle manière, ce syntagme est représenté, mobilisé et instrumentalisé aujourd'hui.

Il s'inscrit dans un processus d'élaboration collective, qui s'est déroulé en deux temps. Le premier a consisté en un séminaire fermé, de 2018 à 2020, animé par Marie-Anne Dujarier, avec Marie Benedetto-Meyer, Jean-Claude Barbier, Sébastien Broca, Mathieu Cocq, Yannick Fondeur, Olivier Frayssé, Léo Joubert et Donna Kesselman. Ce groupe a partagé l'analyse d'un corpus de 20 documents traitant du « Futur du travail », écrits par des institutions internationales ou nationales, des entreprises, cabinets de conseils, think tanks, associations et architectes. Il s'agissait d'étudier méthodiquement la sociologie des auteurs, le contexte d'énonciation, le support de l'écrit et son adresse. Nous interrogeons le genre du discours (descriptif, normatif, prescriptif...), repérons les catégories de pensée mobilisées et la temporalité du « futur » évoquée (est-ce demain, dans 10 ans ou un siècle ?). L'enquête consistait également à qualifier les raisonnements, à observer leurs impensés et enfin, à résumer le discours en substance – ce qu'il dit du futur du travail.

Dans le prolongement de cette première étape, et vu les résultats prometteurs de cette enquête exploratoire collective, un appel à communications sur ce sujet a été lancé pour un colloque pluridisciplinaire. Il s'est tenu à Sorbonne Université les 25 et 26 novembre 2021 et a permis d'entendre quinze communications. À l'issue de ces échanges, il nous a semblé pertinent de publier une sélection de recherches dans *Les Mondes du Travail*.

3.2 Intérêt et enjeux

Situer socialement les auteurs et autrices, discours et pratiques offre, premièrement, de repérer leurs préoccupations, imaginaires et croyances sur cette question. Ces représentations du futur du travail nous informent sur la manière donc chacun.e, selon sa place et sa classe se rapporte à la production, à l'activité et à l'emploi, au chômage, aux inégalités sociales, mais aussi aux technologies et à leurs usages productifs.

Ces propos et pratiques cherchent à influencer la réalité qu'ils prétendent décrire. Ils peuvent, en se présentant comme de simples prévisions, tenter d'orienter ou de justifier des politiques publiques, des pratiques managériales ou l'extension de marchés. Ils auraient alors pour fonction « de construire et de diffuser des représentations partielles et partiales de l'avenir du travail pour mieux légitimer les choix politiques qui en découlent et occulter d'éventuelles stratégies et scénarios alternatifs » (Leterme, 2019 : 162). Ainsi, les discours sur le futur du travail peuvent aussi être analysés comme ce qu'ils prétendent ne pas être : des productions idéologiques qui participent au maintien voire à l'extension des rapports sociaux de production. Ces discours nous informent aussi sur la manière dont les acteurs sociaux pensent les rapports sociaux futurs et leur possible transformation, non sans croiser les peurs, espoirs et fantasmes inscrits au présent. Ils peuvent donc être décrits et analysés comme arme dans des luttes au sein de champs ou entre champs sociaux.

Dans la mesure où tous les discours peuvent avoir une influence sur les consciences, représentations et anticipations, donc sur les actions humaines, ils ont une certaine efficacité. Celles et ceux qui les profèrent et les écoutent peuvent même parfois leur prêter un pouvoir autoréalisateur voire performatif, ajoutant donc un enjeu politique à celui de la connaissance. Mais, pour eux, l'enjeu est aussi et surtout commercial, si l'on considère que la pratique même de ces discours alimente un marché des carrières, du conseil, des sondages, de l'édition et de la recherche, d'une part, mais aussi et surtout des produits (technologies, formations, coaching...) visant à atténuer les effets de prévisions menaçantes. En somme, s'ils évoquent l'avenir, nous verrons que ces discours et pratiques nous informent surtout sur le présent des rapports sociaux.

4 – Présentation des articles

Le dossier comporte neuf contributions. Si les sociologues sont majoritaires, il accueille aussi des spécialistes de civilisation américaine et britannique, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'il s'agit de creuser une problématique particulièrement ancrée dans l'espace anglophone. La fortune de l'expression « *Future of Work* », importée telle quelle dans nombre de discours dans d'autres langues, dont la nôtre, en témoigne. Les mots futur et *future* viennent du participe futur (*futurum*) du verbe latin *esse*, être. Le futur, c'est, littéralement, ce qui sera, ce qui ne peut manquer d'être, quoiqu'il advienne. Parler du futur du travail, c'est prétendre savoir ce qu'il sera, c'est vouloir ce faisant figer l'avenir. Parler du *future of work* en français

ajoute une couche de vernis fixateur au tableau qu'on veut présenter et imposer, puisque cette expression, reprise comme telle par certains cabinets de conseil, devient un bloc insécable et donc un objet indiscutable. Une autre traduction de *future of work* est le travail de demain, expression qui renvoie à l'agenda, au sens français de prévisualisation de ce qui va se produire et au sens anglo-saxon (et de plus en plus, « franglais ») d'ordre du jour.

Il nous a paru opportun d'ouvrir ce dossier par le grand entretien que nous a accordé la sociologue du travail britannique Ursula Huws. Les huit autres articles proposent des enquêtes sur les discours et les pratiques qui mobilisent le « *Future of Work* ».

4.1. Enquête sur les discours

La première partie du dossier porte d'attention sur la construction sociale des discours sur le futur du travail. Trois types de corpus sont étudiés : œuvres du passé, discours institutionnels contemporains, et un film nord-américain.

Les articles de Marie-Anne Dujarier (page) et Cédric Leterme (page) sont le fruit de deux longues enquêtes sur les discours contemporains des dominants sur le futur du travail, leurs modes d'élaboration et de diffusion. Leurs analyses, complémentaires du point de vue du corpus, se rejoignent sur le fond. Le futur de l'emploi, de l'activité et des institutions de solidarité, tel qu'il est présenté par les dominants offre de développer un marché de prestations d'adaptation à ces changements. La validité scientifique de leurs discours est en revanche contestable : ils « présentent comme déterminant ce qui est déterminé (la technologie, les « exigences » des salariés) et comme déterminé ce qui est déterminant (les rapports sociaux, la situation écologique) », selon la formule de Marie-Anne Dujarier, qu'ils ignorent les réalités des travailleuses et travailleurs du Sud global, comme le souligne Cédric Leterme.

Les discours contemporains sur le futur du travail, et surtout les commentaires sur ces discours, se réfèrent souvent aux notions d'utopie et de dystopie, à des œuvres de fiction de cette nature, et de science-fiction. C'est à partir de cette observation qu'Olivier Frayssé (page) a interrogé des œuvres du passé comme de véritables discours sur les futurs du travail envisageables à l'époque de leur rédaction. Tout comme les discours actuels sur le futur du travail, ils révèlent les enjeux et les stratégies des acteurs sociaux, et se partagent entre deux types de discours, déterministes et possibilistes. Daniel Koechlin (page), lui, ausculte les films de science-fiction de la période postérieure au mouvement Occupy Wall Street. Dans la lignée du marxiste états-unien Frederic Jameson pour qui, à l'ère post-moderne, la science-fiction est le seul genre qui remplit la fonction de conciliation symbolique des contradictions réelles de tout ordre social, il évoque ici (page) le discours sur le futur du travail porté par le film *Code 8* (numéro 1 sur Netflix en avril 2020). L'analyse de sa fabrication sociale, ses contenus et sa réception, montre l'importance dans la société étatsunienne des thèmes de la déqualifi-

cation, du sous-emploi, de l'assujettissement, et des nouveaux modes de contrôle social des travailleurs au-delà des frontières des entreprises.

4.2. Enquêtes sur les pratiques

Les discours sur l'avenir du travail, voire les démarches qui conduisent à leur élaboration, peuvent avoir des usages au sein des organisations publiques et privées. Quatre études de cas en rendent compte dans ce dossier. Scarlett Salman (page) montre, grâce une enquête ethnographique fine, de quelle manière la direction des ressources humaines d'une grande banque use de manière stratégique d'une consultation des salarié.e.s sur le « futur du travail ». Elle s'institue comme porte-parole vertueux des salariés, aux dépens des syndicats et des directions opérationnelles, et passe ainsi outre leurs réserves sur la mise en place du flex office. Le discours sur le futur du travail tel qu'il est ici mobilisé s'avère alors être un efficace « dispositif managérial » à l'échelle d'une entreprise. Nous retrouvons un usage stratégique à l'échelle de secteurs entiers de l'économie. Ainsi, Yannick Fondeville (page) le montre dans le cas des entreprises qui mettent en relation, grâce à une plateforme informatique, les offres et demandes de services intellectuels (informatiques, notamment) de prestataires indépendants. Elles déploient, de manière collective, un discours affirmant que ces formes d'emploi sont le « futur du travail ». Or cette prophétie va dans le sens de leurs propres intérêts économiques en tant qu'intermédiaires de l'emploi. Dans le secteur des entrepôts logistiques, Mathieu Hocquelet observe l'importance des discours sur le futur du travail, tenu par les acteurs publics territoriaux et les entreprises logistiques, dans leur grande diversité. La prophétie qui décrit des entrepôts totalement automatisés se heurte à des limites concrètes, notamment les incertitudes concernant les retours sur investissement et l'impossibilité de se passer de travail vivant dans une activité en réalité complexe et aléatoire. D'ailleurs, le nombre d'emplois dans ce secteur continue de croître, en même temps que les employé.es expérimentent des conditions d'emploi et d'activité dégradées. Les discours sur le futur du travail apparaissent donc dans ce cas « hors sol ». C'est aussi la conclusion de Louise Dalingwater (page) qui montre également le décalage entre les déclarations des autorités et la réalité du terrain dans les hôpitaux publics (NHS). Les discours du gouvernement britannique et des institutions internationales ne cessent de réaffirmer que l'automatisation des tâches et le numérique sont l'avenir du travail, alors que la réalité de la pénurie de main-d'œuvre paraît un horizon indépassable et que les personnels et leurs organisations se plaignent des conditions de travail, de la polyvalence et de la déprofessionnalisation.

5 – Ouvertures

Ce dossier ne prétend à aucune exhaustivité et pourrait être complété de plusieurs manières avec des enquêtes. Premièrement, ce numéro traite de discours et pratiques en Europe et en Amérique du Nord : il pourrait alors être intéressant de le confronter à celui qui est tenu ailleurs, et notamment dans les pays où le salariat est minoritaire – qui sont aussi ceux dans lesquels les désastres écologiques se font déjà et le plus durement ressentir.

Deuxièmement, un travail d'historien tel que celui ébauché par Ursula Huws dans le grand entretien, où elle évoque les prévisions et prédictions concernant le futur du travail des années 1970 à 2000, serait bienvenu : il explorerait, dans des temps plus ou moins reculés, les discours de nos devanciers sur les modifications qu'ils pressentaient pouvoir ou devoir advenir dans ce que nous appelons travail. Dans le même esprit, une exploration plus large des utopies et dystopies du travail dans les champs artistiques et littéraires serait également heuristique. Enfin, il serait également pertinent, quel que soit le pays, de porter davantage d'attention aux discours et pratiques des classes populaires et des organisations qui les représentent, sur le Futur du travail, quand bien même leur voix serait étouffée. Des recherches internationales viendront sans doute compléter et discuter celles que ce dossier présente. Ce serait alors un futur intéressant pour notre propre travail.

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, D., Restrepo, P. (2020), "Robots and Jobs : Evidence from US Labor Markets", in *Journal of Political Economy* vol. 128, n° 6, pp. 2188-2244.
- Albert, A., Plumauzille, C. et Ville, S. (2017), « Déplacer les frontières du travail », in *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 32.
- Algava, E., Davie, E., Loquet, J. et Vinck L. (2014), « Conditions de travail. Reprise de l'intensification du travail chez les salariés », in *Dares Analyses* N° 049.
- Andersson, J. (2018), *The Future of the World. Futurology, Futurists, and the Struggle for the Post-Cold War Imagination*, Oxford University Press, Oxford.
- Aroles, J., Mitev, N. & de Vaujany, F.X. (2019), "Mapping themes in the study of new work practices", in *New Technology, Work and Employment*, 34 (3), pp. 285 – 299.
- Autor, D., (2015), "Why Are There Still So Many Jobs ? The History and Future of Workplace Automation", in *Journal of Economic Perspectives*, 29 (3), pp. 3-30.
- Azzellini, D., Greer, I., et Umney, C. (2022), "Why platform capitalism is not the future of work", in *Work in the Global Economy*, vol.2 n°2, pp. 272-289.
- Balliester, T. and Elsheikhi, A. (2018), *The Future of Work : A Literature Review*, Research Department Working Paper n° 29, OIT, pp. 1-62.
- Balsmeier, B. et Woerter, M. (2019), "Is this time different ? How digitalization influences job creation and destruction", in *Research Policy*, vol.48, n° 8, 103765.
- Bastani, A. (2019), *Fully Automated Luxury Communism : A Manifesto*, Verso, Londres Brooklyn, NY.
- Benanav, A. (2020), *Automation and the Future of Work*, Verso, Londres et Brooklyn, NY.
- Bergman, A., et Karlsson, J.-Ch. (2011), "Three observations on work in the future" in *Work, Employment and Society*, vol.25, n°3, pp. 561-568.
- Bouquin, S. (2020 a), « L'automatisation, entre promesses non tenues et réalités contrastées. Introduction au dossier du numéro 24-25 », in *Les Mondes du Travail*, n° 24-25, pp. 23-37.
- Bouquin, S. (2020b), « L'automation, une arme de destruction massive de l'emploi ? », in *Les Mondes du Travail*, n° 24-25, pp. 39-68.
- Bourdieu, P. (1977), *Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*, Éditions de Minuit, Paris
- Brynjolfsson, E., McAfee, A. (2014), *Second Machine Age. Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*, W.W. Norton & Company, New York.
- Carbonell, J.-S., (2022), *Le Futur du travail*, Éditions Amsterdam, Paris.

- Casilli A. (2019), *En attendant les robots*, Seuil, Paris.
- Conseil national du Numérique, CNUM, (2016), Travail, emploi, numérique. Les nouvelles trajectoires. Rapport en ligne, <https://cnumerique.fr/files/uploads/2015/12/Rapport-travail-version-finale-janv2016.pdf>, téléchargé le 6 janvier 2024.
- Coriat, B. (1990), *L'atelier et le robot*, Christian Bourgeois, Paris.
- Davezies, Ph. (2019), « Intensification du travail ». In : Valléry, G. (éd.), *Psychologie du Travail et des Organisations : 110 notions clés*, pp. 261-264, Dunod, Paris.
- Dujarier, M-A. (2021), *Troubles dans le travail. Sociologie d'une catégorie de pensée*, Puf, Paris.
- Dujarier, M-A., (2023), « Places de marché numériques : des discours révolutionnaires pour des pratiques incertaines ». In : Vultur M. (éd.), PUL, Québec. *Les plateformes numériques. Polygraphie d'un nouveau modèle organisationnel*, pp. 41-66
- Duvoux, N. (2023), *L'avenir confisqué. Inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine*, PUF, Paris.
- Elias, N. (1996), *Du temps*, traduit de l'allemand par Hulin M., Fayard, Paris.
- Frey C.B. et Osborne M. (2013), *The Future of Employment : How Susceptible Are Jobs to Computerization ?*, Oxford Martin Programme on Technology and Employment, Oxford. <https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/future-of-employment.pdf>, téléchargé le 1er mars 2024.
- Fuchs, C. et Sevignani, S. (2013), "What is digital labour ? What is digital work ? What's their difference ? And why do these questions matter for understanding social media ?", in *Triple C*, vol. 11 (n° 2), pp. 237-293.
- Gaborieau D. (2012), « 'Le nez dans le micro'. Répercussions du travail sous commande vocale dans les entrepôts de la grande distribution alimentaire », in *La Nouvelle Revue du Travail* n°1.
- Gmyrek, P., Berg, J., et Bescond, D. (2023), *Generative AI and Jobs : A global analysis of potential effects on job quantity and quality*, ILO Working Paper 96, OIT, Genève.
- Goos, M., Manning, A. et Salomons, A. (2014), "Explaining job polarization : routine-biased technological change and offshoring" in *American Economic Review*, "Explaining job polarization : routine-biased technological change and offshoring" vol. 104, n° 8, pp. 2509-2526.
- Hertzog, L. et Zimmermann B. (éds.) (2023), *Shifting the categories of work. Unsettling the Ways we think about Jobs, Labour, and Activities*, Routledge, Londres.
- Hocquelet, M. (2020), « De l'influence du numérique sur les compétences dans les entrepôts de la logistique », Céreq Bref n° 388, Céreq, Marseille.
- Leterme, C. (2019), *L'avenir du travail vu du Sud. Critique de la quatrième révolution industrielle*, Syllepse, Paris.
- Méda D. (1995b), « La fin de la valeur travail ? », in *Esprit*, n° 19, pp. 75 – 93.
- Méda D. (1995a), *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Alto-Aubier, Paris.
- Paus, E. (2018), *Confronting Dystopia : The New Technological Revolution and the Future of Work*, Cornell University Press, Ithaca.
- Piasna, A., Zwysen, W. et Drahokoupil J. (2022), *The platform economy in Europe*, The European Trade Union Institute, Bruxelles.
- Resnikoff, J. (2021), *Labor's End : How the Promise of Automation Degraded Work*. Working Class in American History Series, University of Illinois Press, Urbana.
- Revue du MAUSS (2001/2), n° 18, *Travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la « fin du travail »*, La Découverte, Paris.
- Rifkin, J. (1995), *The End of Work. The Decline of the Global Labor-Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Putnam Publishing, New York.
- Santana, M. et Cobo, M.J. (2020) "What is the future of work ? A science mapping analysis", in

Silva, D. et Cunha, L. (2022), "Aside from Deterministic Prophecies, What Is Missing in the Contemporary Debate on Automation and the Future of Work ? The Case of Automated Vehicles", in *Social Sciences*, MDPI, vol. 11, n° 12, pp.1-29.

Simonet M. (2018), *Travail gratuit : une nouvelle exploitation ?*, Textuels, Paris.

Srnicek N. et Williams A. (2015), *Inventing the Future. Postcapitalism and a World Without Work*, Verso, Londres et Brooklyn, New York.

Standing G. (2011), *The Precariat : The New Dangerous Class*, Bloomsbury, Londres.

Susskind, D. (2020), *A World Without Work : Technology, Automation, and How We Should Respond*, Metropolitan Books, Londres.

Terranova, T. (2000), "Free Labor : Producing Culture for the Digital Economy", in *Social Text*, 63, vol.18, n° 2), pp. 33-58.

Vatin F. (1987), *La fluidité industrielle, essai sur la théorie de la production et le devenir du travail*, préface de Pierre Naville, Méridiens-Klincksieck, Paris.

Waldby C. (2000), *The Visible Human Project : Informatic Bodies and Posthuman Medicine*, Routledge, Londres.

Williamson, S., Pearce, A., Dickinson, H., Weeratunga, V., et Bucknall, F. (2021), *Future of work literature review : Emerging trends and issues, Report for the Australian Tax Office and Department of Home Affairs of Australia*.

Zuboff, S. (2019), *The Age of Surveillance Capitalism : The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, Public Affairs Books, New York.

PALADIN

586 08083 X

THE FUTURE OF WORK AND LEISURE

Stanley Parker



prix : 20 euros



www.lesmondesdutravail.net

